



la lettre à  
**LOLU**



Ah bon ? À ce point-là...

irrégulomadaire satirique N° 89, juillet 2015

**Tire au cul,  
Princesse**  
La croisière s'enlise **p. 4**

# LA CITÉ DES TROUDUCS DE BRETAGNE

Le mal classement, un véritable fléau qui menace Nantes. Déjà de premiers résultats à la pelle. Les communicationnistes et les attractivologues dépriment en se repassant *La chute de l'empire romain*. Nantes brigue le titre de la ville où les classementeurs sont les plus déprimés.

► page 8



**Frelons bridés**

**1 200 morts en un mois !**

**C'**EST horrible. Cannibalisme, assassinats massifs et xénophobie sous nos yeux, ici, à Nantes, ville où il fait si bon vivre, berceau du surréalisme, espace de coconstruction et de rollandisme trempé dans la Loire! La nouvelle de l'hécatombe est passée inaperçue. Pourtant, 1200 petits corps sans vie ont été relevés. Six cents corps de mouches, autant de cadavres de frelons asiatiques en un mois au Jardin des Plantes\*. Aucune chapelle ardente n'a été proposée aux familles. Ni autopsie ni enquête judiciaire, pas un mot dans les faits divers. Ces insectes ont pourtant été bouffés tout cru. Et l'auteur de la tuerie est connu: il s'appelle *Sarracenia*, il est d'origine américaine, décrit comme «un grand tube surplombé d'un chapeau»\*. Cette plante carnivore attire spécialement des frelons asiatiques. Les botanistes du Jardin des Plantes et les entomologistes du muséum d'Histoire naturelle espèrent en faire un gardien des jardins et des zones à protéger, les ruches par exemple. Pourquoi tant de haine, d'appels au meurtre? Le carnivorisme sauvage ne passera pas. Protégeons les petits insectes sans défense du massacre. Ne frelons pas la catastrophe

\* [www.tela-botanica.org](http://www.tela-botanica.org), le 18 juin 2015

**Nid vu nid connu**

**A**LERTE régionale! Le manitou Jacques Auxiette veut que «les services de l'État puissent effectuer un bilan exhaustif de cette invasion»\* et finance la destruction de nids de frelons pas de chez nous. Ces envahisseurs auraient débarqué via des poteries chinoises importées en France pour l'horticulture. En Chine, ce foutu frelon asiatique peut dézinguer jusqu'à 30% d'une colonie d'abeilles, qui ont quand même une parade: en se formant en masse compacte autour du frelon prédateur, les abeilles font grimper la température. Le frelon cerné crève à 45°C, les abeilles supportant plus de 50°C\*\*. Mais Auxiette, souvent fourré en Chine, ne demande pas de raccompagner les frelons à la frontière. Ni à les entourer par un essaim de fonctionnaires chaleureux. Ni même à faire chauffer ces migrants avant leur départ de l'Empire du Milieu. Aucun sens du juste milieu.

\* *Ouest-France*, le 8 décembre 2014

\*\* [notre-planete.info](http://notre-planete.info), le 29 avril 2014

# Pornic plus label la vie

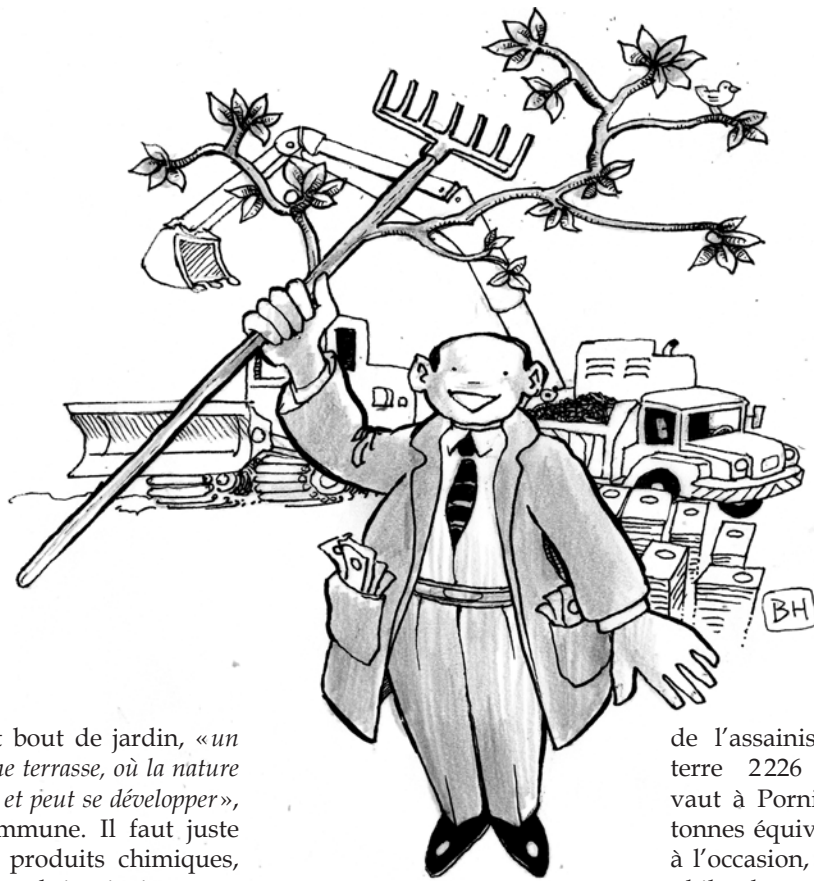
Une pastille verte, en voilà un bon moyen de faire passer la pilule.

UNE estampille écolo, même frelatée, pour chasser le touriste, c'est un bon attrape niguedouille. Alors ici, pour appâter les estivants, on leur raconte que sur quelques mètres carrés, on ne chasse pas l'hippocampe hurleur, espèce protégée\*.

«Humanité diversité», l'association patronnée par le célèbre astrophysicien Hubert Reeves, va accorder le label «Oasis nature» à la mairie de Pornic, pour l'aménagement paysager de la Ria, zone humide inondable transformée en secteur d'aménagement. C'est très joli, mais c'est un peu le brin d'herbe qui cache la forêt qu'on découpe à la tronçonneuse. «Un faire valoir pour Pornic et les investisseurs immobiliers», note l'association des riverains de l'Aiguillon, où la décharge d'ordures ménagères n'encourage pas à se croire dans un éden écolo. Mais la demande ne concerne que le jardin botanique de la ria, pas toute la commune, rétorque l'asso Humanité diversité, interpellée sur cette basse manœuvre de greenwashing de station balnéaire. «Les procédures sont plus sévères pour une personne morale que pour un particulier, les risques de greenwashing sont plus importants», confie Nelly Boutinot de l'association Humanité diversité. Dans le cas de Pornic, seuls 13 hectares nous intéressent. On n'a pas les moyens matériels et humains de contrôler ou d'aller sur place, mais nos membres pourraient nous signaler des déviances... Nous ne portons pas de jugement sur ce qui se passe dans le reste de la commune.»

## Tire pas la chasse

Un peu gnangnan, la charte du label préconise : «Je laisse la nature trouver sa place dans cette oasis où l'on ne chasse pas». Sans doute que la chasse aux papillons y est interdite. Le label peut s'appli-



quer à tout bout de jardin, «un balcon ou une terrasse, où la nature est respectée et peut se développer», ou une commune. Il faut juste récuser les produits chimiques, installer des abris ziozios pour la biodiversité, des plantes du coin, et modérer l'éclairage et l'arrosage. Ça coûte 100 euros d'adhésion à la commune qui peut aussi faire des dons à l'asso et lui acheter des panneaux siglés «Ici on protège la diversité». Pour l'image, voilà un excellent retour sur petit investissement. L'aménagement de la ria, c'est un vieux projet imaginé il y a une trentaine d'années. Projet immobilier avec de l'espace vert pour agrémenter. L'enjeu, c'est d'y bâtir un complexe casino/resto/galerie marchande, deux hôtels quatre étoiles Westotel de cent chambres, une résidence services seniors (livrable au 3e trimestre 2015)... Quatre promoteurs sont sur le coup, 300 logements à commercialiser. Les petits oiseaux peuvent aller se rhabiller. Bébert Reeves est venu donner

une conférence en avril à Pornic. Le maire, Jean-Michel Brard, en a profité pour présenter officiellement la candidature au label Oasis nature pour le jardin de la ria.

## Bien se brosser les antécédents

C'est vrai que Pornic est un modèle de vertu. Pour le CO<sub>2</sub> que c'est pas bien d'en larguer à qui mieux mieux, Pornic a trouvé la martingale : replanter les arbustes à l'autre bout de la planète, au Pérou. En 2012, l'entourloupe a permis de s'acheter des crédits carbone et une bonne conscience. Un droit à polluer maintes fois dénoncé comme le comble du cynisme des pays développés. J'ai de l'argent, je pollue allègrement, je paie. Compare de la commune pour ce blanchiment d'âme, la société Coved, filiale de la Saur, géant

de l'assainissement. Mettre en terre 2226 arbustes riquiqui vaut à Pornic un crédit de 742 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>. La Saur, à l'occasion, c'est une bande de philanthropes, mais pas trop, spécialiste de l'assainissement et de l'eau, propriété de trois banques, BNP Paribas, Natixis et Royal Bank of Scotland. La Saur est capable de défendre les coupures d'eau pour impayés des pauvres au nom de la «liberté d'entreprendre» et du droit de droits de l'homme !\*\* Accessoirement, la Coved a géré pendant des années, jusqu'en 2009, le centre d'enfouissement technique des ordures ménagères de l'Aiguillon au passé aussi chargé que ses tréfonds. ■

## Philippe Necbouée

\* Ou le bigorneau grand butor, pas plus le parcêtre criard, ni même la fraise congelée variable ou le cureton nantais ramollo à dégoulinade mordorée. N'insistez pas.

\*\* Observatoire des multinationales, 7 novembre 2014.

## Escalator et à travers

PORNIC est appuyée sur une hauteur. Ville haute, ville basse. Pour les anciens qui n'ont pas d'hélicoptère de poche ni de tire-fesse de coin de rue, c'est pas pratique. En juin 2013, le conseil municipal a donné son accord pour vendre les locaux de la police municipale à un promoteur, Performance promotion, pour qu'il y colle un immeuble mastoc sur trois étages, des boutiques sur trois niveaux, une esplanade centrale et 18 stationnements, l'ensemble traversé par quatre escalators haut de gamme dont deux en plein air, le tout fonctionnant 24h/24, à la demande. Un escalator, à l'air libre, au bord de la mer, faut oser. Bon, pour l'instant, avec la nouvelle équipe municipale, le projet est gelé. Mais quel manque de planification, qui comme chacun sait consiste à aplanir. Pour ce faire, un bon chantier de cinq ans et une armada de bulldozers suffisait et la colline était rasée. ■

## La décharge de la brigade légère

Lâchement abandonnés, les déchets de Pornic tentent la fuite, les riverains gueulent.

PENDANT trente ans, jusqu'à sa fermeture en 2009, la décharge de l'Aiguillon à Saint-Michel-Chef-Chef a récolté les ordures des sept patelins de la communauté de communes de Pornic. Mais ça macère toujours, dans l'épaisseur, ça suinte de jus noirs et de boues dégoulinées (des «lixiviats» en jargon d'assainisseur), biogaz gorgés de méthane, bien plus réchauffant que le CO<sub>2</sub>. Et la nappe phréatique s'est laissée infiltrer de plomb, de mercure et d'autres joyeusetés\*. Premières alertes des riverains en 2004. Quatre ans après, le sous-préfet rappelle à l'ordre la société gérant ce cloaque. En 2011, il la met en demeure de mettre aux normes les fossés pour éviter que les liquides rejetés par la décharge ne polluent les eaux pluviales hors du site. Travaux faits, mais bâclés. Devant l'apathie des autorités, les assos de

défense placent sur leurs déchets ménagers des traceurs colorés à la fluorescéine, orange vif, sans danger mais très visible. On en retrouve à 2km. En mai 2012, une étude menée pour Bretagne Vivante par un ingénieur, ancien responsable environnement d'EDF, démontre que la décharge fuit et salope allègrement les eaux souterraines et les sols alentour. «Il est fort possible que l'étang des Gâtineaux, qui alimente le Pays de Retz en eau potable, soit pollué par ces fuites», écrit le groupe local EELV en octobre 2012. En novembre 2014, lors d'une Commission de suivi du site où siègent services de l'État et collectivités, les écolo-riverains de service tiquent sur les chiffres. La communauté de communes de Pornic répond qu'effectivement tous les volumes de lixiviats présen-

tés sont faux : «la préfecture nous demande des chiffres, alors on lui a donné ces chiffres!». Le sous-préfet ne moufte pas. Les doses du seul chrome-6 sont supérieures au total des différents chromes confondus ? «C'est vrai que ce n'est pas possible, admet un fonctionnaire. Mais c'est à cause de mouvements sociaux dans le laboratoire avec qui nous avons un contrat.» Il s'agit d'Eurofins, en pleine phase de restructurations, remous et licenciements. Le patron, le Nantais Gilles Martin, parle alors «des salariés qui ont envie de travailler avec nous» et des autres. C'est comme les ordures. On ne devrait enfouir que celles qui acceptent de se tenir tranquilles. ■

## Vladimir Ibitch Oulalanov

\* «L'ex-décharge de l'Aiguillon pollue toujours autant», Ouest-France, 25 février 2015

## Le cyclo bouchonneur

Dilemme cyclique : la ville apaisée énerve.

FALLAIT y penser. Lancer la «parade cyclo festive» pile-poil à l'heure de la débauche dans les rues de Nantes, donc de la transhumance des «commuters», comme disent les urbanistes. Une vraie réussite pour une «ville apaisée» revendiquée, cette sortie en plein air mercredi 3 juin de Velocity 2015, avec le ban et l'arrière-selle des socialos et écolos convoqués pour faire peloton. La ville apaisée en a énérvé plus d'un : le centre-ville cadennassé pour laisser le macadam aux deux-roues à provoqué des kilomètres de bouchon aux quatre-roues. Et tac, bien fait pour le méchant pollueur, cet homo automobilus qu'on a juste oublié de prévenir - ne parlons pas de coconstruction de son avis... Sauf que les adeptes des transports en commun ont été, eux aussi, réduits à poireauter ou à passer en mode bipède apaisé forcé, trams et bus étant piégés dans la nasse. Du bout des lèvres, Pascale Chiron, adjointe à l'urbanisme apaisé, a reconnu un horaire peut-être pas adapté. Un aveu désolant de naïveté : l'élue aurait pu au contraire se réjouir d'avoir évité pareil happening un mardi, jeudi ou vendredi. Après tout, la politique est souvent l'histoire du verre à demi-plein ou à demi-vidé. En même temps, mieux vaut ne pas pousser le bouchon trop loin. ■

## Désaccord majeur Handicapé, syndiqué, irrécupérable

RECONNU handicapé à 50% après une agression en 2006, Pierre\*, déclaré inapte à son poste de directeur adjoint d'équipement de l'Accoord, est d'abord reclassé en interne comme sous-responsable matériel au parc auto. Treize postes étant supprimés, il est orienté vers du boulot d'homme de ménage, moins payé, à temps partiel. Il refuse. Ses collègues dont le poste a disparu ont reçu des offres supérieures ou égales à leur précédente affectation. Pas lui. Il postule au secrétariat d'accueil : deux postes sont attribués à d'autres. Aucun aménagement, aucune formation ne lui sont proposés. Après 25 ans de service à l'Accoord, il est finalement viré en 2012. Moitié handicapé moitié syndiqué. CGT et Ligue des droits de l'homme l'ont soutenu aux prud'hommes, où l'Accoord a été condamnée pour licenciement abusif et double discrimination, syndicale et en raison de son handicap. Le jugement a été transmis au procureur pour d'éventuelles poursuites pénales. Les big boss de l'Accoord sont en vacances. Pas sûr que ce soient vraiment les dernières avant le bagne. ■

\* Prénom changé

# tagadac tagadac



► **Nuitamment.** Entre 2006 et 2013, le tourisme du département a perdu 1 200 000 nuitées, estime le cabinet In Extenso tourisme, culture et hôtellerie (*Ouest-France*, 13/05/15). Un million deux ! Perdues, comme ça. Y en a qui font vraiment pas attention. La personne qui aura retrouvé une nuitée égarée est priée de la ramener à ses parents qui l'attendent au car podium.

► **Passage à niveau.** Le chantier de réouverture de la ligne de train Nantes Saint-Gilles-Croix-de-Vie a pris trois mois de retard dans les dents. Malfaçons, sous-traitants qu'ont salopé l'boulot, paraît-il. Pour venir sur la côte, reste le car. Mais où est donc or ni car ?

► **Civilités.** Fabius devait couper un ruban pour les 50 ans de l'installation à Nantes des services nationaux de l'État civil. Le 4 juin, il annule, pour cause de panne électrique dans les trains. Le 7 juillet, pareil, le ministre se décommande, sous prétexte qu'il doit causer nucléaire iranien avec les Américains. Deux faux bonds, ça frôle l'incivilité. Si Fabius revient, c'est travaux d'intérêt général direct.

► **Sans pour cent.** Les jeunes patrons sont moitié pour la décroissance, moitié pour la centuplication. Pas très clair, le slogan de l'atelier d'intelligence collective de la Jeune chambre économique début juillet: « Sans croissance, 100 croissances ». Sans pour cent imbitable.

► **C'est trop d'honneur.** Le 18 mai, Jean-Marc Ayrault a été décrété « maire honoraire ». Il était déjà socio libéral au pouvoir, il va pouvoir palper des honoraire en exerçant à titre libéral. Non sérieux, c'est honorifique. C'est juste qu'il avait passé la limite d'âge pour être demoiselle d'honneur.

► **Toujours pas.** À l'heure où nous bouclons ce numéro, François de Rugy n'est toujours pas ministre de n'importe quoi. Ce monde est vraiment ingrat.

► **Retour de bâtonnier.** Les salariés de l'ordre des avocats étaient bien harcelés par le bâtonnier Jacques Lapalus. « Colères énormes qui faisaient trembler les murs, objets qui volent, portes qui claquent, dévalorisation permanente, pleurs des salariées, l'une après l'autre » (*Ouest-France*, 6/07/15) ont valu condamnation aux prud'hommes pour les préjudices subis par la comptable et la secrétaire à qui l'ordre doit verser 60 000 € et 85 000 €. Le machisme en plus, ça fait vraiment désordre.

► **Déopolo.** Avec ses polos en fibre d'eucalyptus pour absorber les odeurs d'aisselles, le Nantais Thomas Decoenne s'inspire « des collants imprégnés de caféine qui permettent de raffermir les jambes » (*Presse-Océan*, 2/07/15). Et pour les chaussettes, une macération dans du jus de compost de topinambour ça marche aussi ?

► **Ça baigne.** S'il y a vingt plages à Saint-Nazaire, quatre seulement ont eu le pavillon bleu de la qualité des eaux de baignade. De quoi lancer un slogan: « Saint-Naz, 80% cloaque », ça claque.

## Barbotages

# Le métal sur un matelas d'argent

Heavy business metal au Hellfest. Un gros cachet pour le PDG de l'asso.

DANS «heavy metal», il y a métal. Et ça tombe bien: au Hellfest à Clisson, l'argent coule à flots, comme la bière. En coulisses aussi, en témoigne le contrat enregistré le 26 mars 2015 au centre des impôts de La Roche-sur-Yon entre le chef d'orchestre du festival, Benjamin Barbaud, 33 ans, et le producteur parisien de spectacles Drouot. Le premier cède au second «son fonds de commerce d'exploitation de marques de commerce et signes distinctifs, moyennant le prix de 2 000 000 euros». Transaction banale comme il s'en conclut des milliers en France, mais pas tout à fait. Car le business repose sur l'asso «Hellfest productions» mobilisant des centaines de bénévoles, dont Benjamin Barbaud est à la fois président et directeur salarié. Un mélange des genres légal mais délicat à gérer sur le plan juridique, et pas des plus exemplaires. Surtout au regard du chiffre d'affaires brassé comme le bon houblon: 16 millions d'euros avec 150 000 entrées pour cette

grande kermesse du rock tatoué. Une véritable cash-machine et un supermarché géant ouvert sur le site, façon londonienne Camden market, où se vendent comme des petits pains tous les grigris du parfait metal-leux. Le sens du marketing et de la com' ne défrise pas les centaines d'adhérents payants (30 euros par an) du Hellfest cult, le fan-club officiel. C'est connu, dans ce milieu tendance très communautaire, artistes et fans jouent à la grande famille. Le sens des affaires de Benjamin Barbaud ne s'arrête pas là. La chronologie des événements relève de l'acrobatie fiscale. L'association a été déclarée en préfecture le 9 janvier 2006. Le mois qui suit, Benjamin Barbaud

dépose à l'Institut de la propriété industrielle la marque Hellfest à son nom, pas à celui de la structure. Neuf ans plus tard, le 26 janvier 2015, Barbaud accorde à ladite association une concession de licence pour la marque, en contrepartie d'une redevance dont le montant annuel «ne pourra être supérieur à 400 000 euros». Un contrat d'une durée de cinq

ans dont la réalité est vite modifiée: deux mois plus tard est cédé, donc, à Drouot productions un fonds de commerce nommé Barbaud en cours de création. Lequel est immatriculé le 13 avril 2015 avec, en antidatant le commencement d'activité au 8 février 2006. Sacré rétro-pédalage, d'autant qu'il est radié du registre des sociétés dès le 5 juin 2015! Un record national sans doute en matière de «mortalité des entreprises». Surtout avec un tel pedigree: vendue sans existence officielle, créée après neuf années d'activité fantôme, supprimée moins de deux mois après l'acte de naissance. De quoi écorner l'image d'Épinal du p'tit gars sympa qui a fait de ce coin du vignoble nantais l'une des principales scènes européennes du hard rock. Et réjouir les bigots intégristes cathos. Ils voyaient déjà Satan partout, pas étonnant que le président-christ du festival ait succombé aux péchés de lucre et de trahison antidatée. ■

## N°834 CÉSSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte SSP en date du 26 mars 2015 enregistré au SIE La Roche-sur-Yon, le 2 avril 2015, bordereau 2015/332, case n°9, M Benjamin Barbaud, demeurant La Feuillée - 85610 Cugand, en cours d'immatriculation au RCS de La Roche-sur-Yon, a cédé à la société GERARD DROUOT PRODUCTIONS, SA au capital de 100 000 €, dont le siège social se situe 4, rue Chaveau Lagarde - 75008 Paris, immatriculée sous le numéro 388 281 586 RCS Paris, son fonds de commerce d'exploitation de marques de commerce et signes distinctifs, moyennant le prix de 2 000 000 €. La date d'entrée en jouissance a été fixée au 26 mars 2015. Pour la réception des oppositions, domicile a été élu à

## Perso percé Biblioleaks

Il fuit de partout, l'intranet de la bibliothèque centrale. Dossier médical perso, mails perso, motifs perso d'absence, tous les fichiers ont été là, béants.

On ne devrait pas se laisser entraîner sur l'intranet. À la médiathèque, ce terrain incertain, dit «L. commun», n'est ouvert qu'au personnel. Et justement, on y trouve des éléments vraiment très personnels. Comme le dossier médical d'une bibliothécaire, lisible par tous, bafouant les lois élémentaires de confidentialité\*. Ça faisait des mois que ces accès étaient libres pour tout le monde, cadres ou agents de base. À l'automne dernier, une salariée en a fait la découverte fortuite et créé une petite panique aux Ressources humaines.

**Déballage majuscule.** Ce n'était pas tout. Sans besoin d'un CAP de hacker, elle tombe sur ces listings, que Lulu s'est procurés, qui détaillent au vu et au su de tous ses collègues, les absences du boulot avec des noms, prénoms, grades, dates et nombres de jours. Les motifs sont indiqués nommément et précisément: «DECES COLLATERAUX», «MALAD. GRAVE CONJ/PARENT/ENFAN», «Temps partiel thérapeutique», «Repos pathologique», «Maternité», «Accident sans incidence paye», «MALADIE ORDINAIRE», «Longue durée», «Maladie professionnelle», mais aussi «GREVE» (tout ce qui est inscrit en capitales à l'air plus grave) «Congrès syndical international», «Formation syndicale». Cette plate-forme informatique ouverte à tout vents montrait «que les dossiers confidentiels de tous les salariés, ainsi que des échanges de messages électroniques sont en ligne dans l'intranet bibliothèque», note le syndicat FO début octobre 2014.

**Mon nom est perso.** L'inventaire des fichiers consultables ouvertement donnait des éléments de salaire pour tous les agents de base et les cadres, des mails sur la récupération des jours fériés, des fiches individuelles d'évaluation des auxiliaires, leurs numéros de bigophone perso, leurs CV et lettres de motivation, les rapports des jurys de recrutement, avec des appréciations comme «doute sur capacité à travailler en équipe», «moyennement convaincant», «ne se projette pas d'avenir», «rapport au livre assez vieillissant». On trouve aussi un tableau des grévistes, des

rapports de visite médicale, des mails mentionnant les problèmes de prostate et l'odeur d'urine d'un agent, une fiche d'agression entre deux agents (document plus ancien que le reste, datant de 2009). À chaque fois, les fonctionnaires sont nommément désignés. **Fichiers sauvages.** À la mi-octobre, l'intersyndicale interpelle Johanna Rolland et dénonce les méthodes de sa direction, sa légèreté coupable et son gruyère informatique, rappelant l'article L 121-8 du code du travail qui dit qu'«aucune information concernant personnellement un salarié (ou un candidat à un emploi) ne peut être collectée par un dispositif qui n'a pas été porté préalablement à sa connaissance». La CNIL, Commission nationale informatique et libertés a été saisie par FO. Pas forcément grand-chose à attendre de ce prétendu gendarme des fichiers sauvages.

Après le coup de panique, une lettre interne diffusée au personnel a désigné, nommément le coupable, dans un style très littéraire: «La migration Novell est la cause impactant directement la gestion des droits sur les répertoires portant atteinte à la sécurité et à la confidentialité des données RH». Encore les migrants qui ont tous les torts... Pour décrypter, cette «migration Novell» concerne en fait un système d'exploitation de réseau, obsolète depuis mars 2010, la société Novell invitait ses clients à passer sous logiciel libre à partir de cette date. Pour la direction des bibliothèques, les fichiers sensibles n'ont été exposés que deux mois, pas plus. Mais l'audit promis en pleine crise avec restitution en février 2015 n'a jamais été divulgué aux salariées. Quand il faudrait que ce soit confidentiel, rien ne va plus, mais quand il y a un besoin légitime d'info, ça redevient confidentiel. Si les données ont été verrouillées, les ressources humaines gardent cette traçabilité du personnel. Faut bien lire dans ses subalternes comme dans un livre ouvert. ■

Jeannot Nimousse

\* Selon l'art. 226-13 du Code pénal, «la révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire» vaut jusqu'à un an de taule et de 15000 euros d'amende.



Com commando

## Comme un tir de barrage

Les experts de l'antizadisme de terrain sont restés à la maison.

Les oisillons battent des ailes à Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, tout autour de la salle polyvalente. L'été, quoi. C'était le 22 juin. Des gendarmes en pagaille, dont quatre arborant ostensiblement un gilet pare-balles, fallait bien ça, des fourgons de pandores patrouillant dans le bourg de Saint-Aignan-de-Grand-Lieu. Insuffisant quand même pour sécuriser ces braves pro-aéroports qui s'étaient payé une société de vigiles, déployés sur le parking et à l'entrée de la salle. L'assemblée générale de l'association Les Ailes pour l'Ouest avait des invités de marque, la FDSEA du Tarn dont les méthodes musclées, bâtons et

battes de baseball, avait séduit de Sivens à ND-des-Landes. Selon la lettre d'info n° 42 des Ailes pour l'Ouest, «La FNSEA du Tarn sera présente pour nous expliquer comment elle a travaillé pour préparer l'évacuation des zadistes à Sivens. Nul doute que nous devons nous en inspirer si par bonheur la décision du rapporteur public était confirmée par le tribunal!». Sur place, les pro-navions reconnaissent qu'il avait fallu rogner les ailes du programme. Les Tarnais «dont l'engagement pour faire partir les zadistes a été déterminant» selon Mustière, se sont décommandés. Laissant les pro à la rase campagne. «C'est moi qui ai pris l'initiative de les invi-

ter mais attention pas dans l'inspiration à la violence, ce n'est pas mon ADN.». Ce qu'il ne dit pas ce soir là, c'est que l'invitation a subi un tir de barrage d'Alain Bernier, président de la FDSEA 44: «Dès que j'ai eu l'information, je lui ai demandé de ne pas venir. C'était hors de question». Pas envie de se laisser entraîner sur un terrain glissant: «Nous sommes opposés au projet de transfert d'aéroport car ce projet, non agricole contrairement à Sivens, est fortement consommateur de foncier agricole.» «Les contacts se feront autrement, pas forcément en région nantaise», lâche Mustière à Lulu. Hors sol, en quelque sorte. ■

\* Ouest-France, le 22 juin 2015.

Ailes brûlées

## Grande gueule de bois

Les pro ont recruté un mercenaire du préchi-précha low cost one shot.

Faute d'expert en expulsion, il a fallu se contenter d'un prêcher. À la tribune pour l'AG des partisans de l'aéroport, Pascal Perri, ultra libéral, membre des Grandes gueules sur RMC. Il est ancien journaliste à RFO, puis patron d'une boîte de boulangerie industrielle, puis dircom d'Airlib jusqu'à ce que la compagnie batte de l'aile et se crashe en 2003, puis consultant en stratégie low cost et discount (on ne sait pas s'il s'est appliqué la doctrine pour négocier au rabais son cachet en venant prêcher la bonne parole ce soir-là) contributeur au think tank chiraquien Fondapol. Malgré cette carte de visite, il aura flatté son auditoire avec une langue de bois qui sent la gueule de bois, préconisant d'«être proactif» et de faire de la «pédagogie économique» (ce qu'ils s'esscriment à ressasser) et égrenant quelques poncifs: «qui n'avance pas recule», il faut «réfléchir avant que les problèmes ne se posent». Il a beau parler fort, ce type a déprimé l'assistance en lui assénant que rapport à la communication, la bataille est actuellement perdue: «Vos adversaires utilisent des stratégies de communication qui sont efficaces, dans un monde dominé par la peur.» Grand-gosier Perri a même entendu «que l'aéroport du Grand Ouest serait dangereux», quel argument méprisable. Alors

qu'il déblatère dans une salle convaincue du danger public, mais pour l'actuel aéroport...

Stratégie militaire

Le conseiller en com low cost stigmatise des adversaires accusés de faire du story telling: «Vous avez dû vous inscrire dans leur histoire, et quand on ne maîtrise pas le récit, le danger c'est d'être sans arrêt à contretemps ou en tout cas en retard». Puis il a lâché un peu de rhétorique martiale: «stratégie du plan de bataille», nécessité de relire des «livres de stratégie militaire», et «pour gagner la guerre, il faut choisir l'endroit et le moment où elle aura lieu, où l'adversaire utilisera le moins bien ses ressources.» Mais bon, de ce côté-là, caramba, encore raté. Pour déprimer une audience acquise, il est fortiche, Monsieur Grande gueule: «Si le projet ne va pas à son terme, vous avez raison de le penser, aucun autre projet d'aménagement en France ne sera possible.» Un message quand-même: «Préparez-vous pour le mois d'octobre, travaillez sur un retroplanning, soyez prêts à porter une réponse documentée avec une vraie stratégie de communication.» Va pas être réinvité, le gusse.

Double cauchemar

«Dans ce dossier, vos adversaires ont réussi à donner un nom à cette guerre, c'est la guerre contre le libé-

ralisme, contre le marché, contre l'économie, ils pratiquent l'amalgame avec des relais tellement puissants» pour «produire une représentation d'un cauchemar économique et écologique», profitant d'un état des lieux défavorable puisque «l'État est faible». Informé, il a détecté les trotskystes infiltrés qui ont «imposé le rapport de forces, rien que le rapport de forces, occupé le terrain et montré les muscles», avec un «mouvement écologiste complice». Que de l'analyse fine. Et comme il faut bien prodiguer des conseils, véhéments mais un peu creux: «Il n'y a pas d'homéopathie, il n'y a que de la chirurgie de guerre pour redonner de la légitimité à votre expression. Vous devez trouver une incarnation à vos combats» (Brigitte Bardot?), sinon «Nantes deviendra le Saint-Jacques-de-Compostelle des écolos et des altermondialistes, et chaque année vous aurez ici un pèlerinage qui marquera la victoire historique contre l'aéroport de Notre Dame des Landes.» Il aurait pu préconiser un truc, faire une campagne de communication pour que les pèlerins viennent plutôt en avion. Le Vatican réussit ça très bien. ■

Louis Blaureau

\* Vidéo de sur le site des Ailes pour l'Ouest



# Une belle réserve de peigne-culs bénis

Du Croisic au lieu-dit La Grande Hulotière dans la Sarthe, d'Orgères-La Roche en Mayenne à Damvix en Vendée, les Pays de la Loire représentent un joli réservoir de biodiversité à protéger : bouseux à tête blanche, péquenots marbrés de souche, ploucs huppés, culs bénis cendrés depuis plusieurs générations, culs terreux, balourds rustiques variables, pedzouilles balbuzards consanguins. Pour s'y retrouver, il fallait bien une carte.



## Lulu troicentrotisé Le palais de région, au kärcher™®!

C'est une honte. 303, la revue des Pays de la Loire faisant un numéro sur la presse satirique! Pas de bol: hormis *Le Sans-Culotte* en Vendée qui à part ses dessins, n'est pas vraiment satirique, il n'y a que *Lulu* [~P#è\$B;³], à qui la revue a demandé de garnir quatre pages, pour son numéro de septembre. N'écouter que son sens de la compromission et du jusqu'où aller trop loin, *Lulu* a donc proposé de bombarder le hideux palais de région, truffé les pages d'allusions à la ZAD, inventorié les crispations rageuses de son futur ex-président sur les zadistes. Oubliant, sous le coup de l'émotion, l'emprunt fait par Auxiette au vocabulaire sarkozyste en proposant de kärcheriser la zone en 2011. Pour la Région, cet hébergement volontaire d'un zeste de satire permet de se montrer magnanime, tolérant, ouvert. Pour les étrangers, la carte de Plouc land et de ses Pedzouillistans permet de s'y retrouver.

Du gagnant gnangnan. ■



## Trop coule ! Tire-au-cul, Princesse

Et un, et deux, et trois fois échoué. La croisière s'enlise.

DEUX mois après le baptême du Loire Princesse, fringant «bateau-croisière» de 230 tonnes supposé relier l'embouchure de la Loire à Saumur mais finalement pas, Bouchemaine en aval d'Angers suffira, l'aimable plaisanterie tourne au fiasco.

Premier épisode: le 5 juin dernier, à hauteur de Saint-Florent-le-Vieil, en amont de Nantes, c'est déjà mal barré. Le Loire Princesse coince dans le virage du Buzet. D'accord, il y a du courant, mais sans comparaison aucune avec le Mississippi auquel l'armateur, la compagnie alsacienne CroisiEurope, aime faire référence: avec des roues à aubes pour système de propulsion et une carène extra-plate, le navire est censé se jouer des pièges de la Loire. Pas joueur, le bateau se transforme en galère, scotché sur-place durant plusieurs heures faute de puissance. Condamné à attendre des flots plus dociles pour reprendre sa marche en avant. Piteusement bloquée par quelques vaguelettes, tenue en respect par les petites humeurs du «dernier fleuve sauvage d'Europe», la compagnie pense alors avoir trouvé la parade: un pousseur d'appoint, genre barcasse avec un gros moteur.

Deuxième épisode: le 14 juin, ça coince à nouveau entre Ingrandes et Varades. Ledit pousseur vient donc à la rescousse et se place au cul du Loire Princesse. Patatras. Offrant une nouvelle perspective au théorème d'Archimède, l'embarcation, tout à son effort horizontal à la surface du fluide, reçoit une poussée verticale dirigée de haut en bas et coule à pic, sans réussir à noyer les deux membres d'équipage. De cocasse, la situation devient franchement hilarante, le bateau naufragé étant secouru par celui qu'il aurait dû sauver.

Troisième échouage le 9 juillet à Behuard en aval d'Angers. Sceptiques, quelques aimables riverains et habitués de la Loire avaient pourtant alerté les porteurs du projet sur la navigation impossible sur un tel machin à la belle saison, justement quand il y a des clients à trimbalier. Peine perdue: plus habituée au Rhin où elle opère, la compagnie s'est obstinée, s'en remettant à la science des ingénieurs et techniciens du groupement Neopolia qui concentre la crème régionale de la chose navale, et au savoir-faire de STX où a été assemblé le navire.

Déjà, par le passé, la Vendée sous l'ère du Vicomte avait inauguré un train unique au monde: le TGV tiré par des locomotives diesel entre Nantes et Les Sables d'Olonne, fameux concept du TGV lent et sans électricité. Avec le «tram-train» Nantes-Châteaubriant ni tout-à-fait l'un ni tout-à-fait l'autre, incapable à Châteaubriant de poursuivre son chemin jusqu'à Rennes, et l'aéroport en carton de Notre-Dame-des-Landes, on dispose là d'un beau début de collection dédiée aux transports du XXI<sup>e</sup> siècle en Loire-Atlantique. Elle pourrait trouver sa place dans le musée Dobrée, si ce dernier, fermé depuis janvier 2011, rouvre un jour. ■



Moindre du monde

## Les guet-lurons chassent l'intrus

La déco des entrées de ville s'enrichit de milices en gilets fluo. C'est seyant, c'est Indrais.

POUR éviter les retours d'expulsion, de bons samaritains en gilet fluo ont barré les routes aux intrus.

C'est nouveau, ces animateurs de rond-point. Des élus de la commune d'Indre, le bourgmestre en tête, ont réinventé le guet, force de dissuasion civile aux entrées de ville, barrages mobiles empêchant le retour sur leur commune chérie des Roms expulsés par la

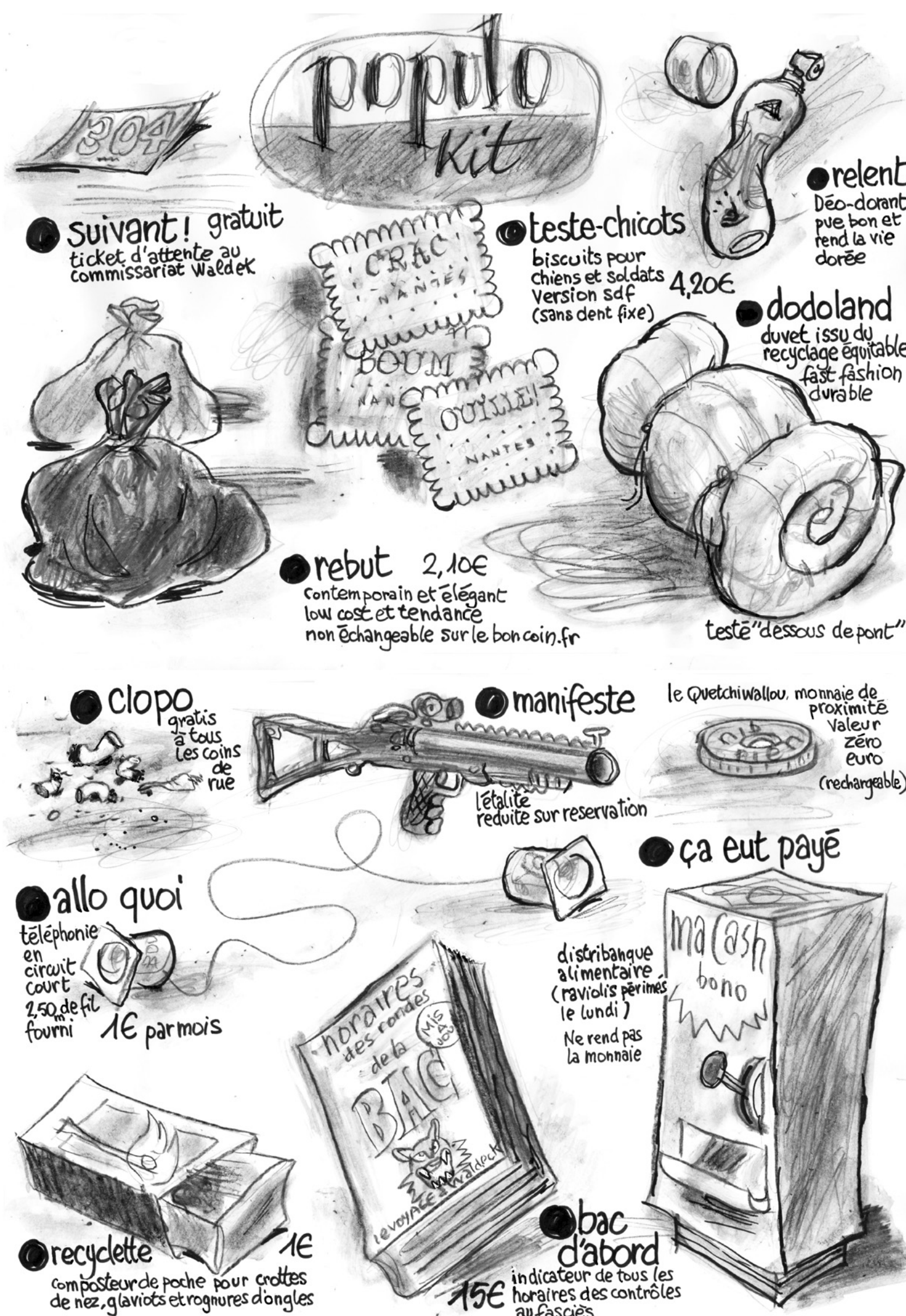
police du terrain vague en face à la déchetterie géante de Tougas. C'était le 30 avril 2015. Un bonne vingtaine d'élus, des Indrais zélés, quelques agents municipaux se sont mobilisés du petit matin jusqu'au lendemain vers 2h30. La nuit: une torche dans le visage des conducteurs forcés de s'arrêter comme dans les films américains, pour vérifier la typologie ethnique des susdits automobi-

listes. Retour le lendemain, des expulsés errants ayant été aperçus aux alentours. Le pire a été évité, merci à Serge David, élu maire sur un programme de rejet des Roms qui avaient été bien accueillis et accompagnés par son prédécesseur, Jean-Luc Le Drenn.

Guet pride

«On est déterminés à pas les laisser rentrer chez nous» et «on a été nargués par des Roms», ont maugréé

les miliciens en «tours de garde» mais qui refusent le terme «milice». Après des premières explications sans ambiguïté, «éviter l'arrivée des caravanes dans la commune» tout en se félicitant: «Le village de la Solidarité a été récemment démantelé» (lire ci-contre), Serge David a tenté profil plus bas. Meuh non, il n'a rien contre personne, cette opération de «sécurisation» était une mesure d'aide spontanée au trafic automobile. Un jour et demi sur le qui vive au bord du bitume, le maire a donné de sa personne. Les jours suivants, il a subi comme si de rien n'était un rassemblement de 150 citoyens protestant devant



## Y a pu bon Bureau Burundi, a pu!

**Le rapatriarche des Rapays-de-la-Raloire a rapatrié rapido. Quelques rappels.**

Si on rapatrie en Pays-de-La-Loire, c'est que la région est comme une patrie. C'est pas beau ça? Mais il y a des patries moins bien parties. Exemple au Burundi qui a la chance et l'honneur d'accueillir une représentation régionale. Ce qu'on appelle dans le jargon officiel de la «coopération décentralisée». Comme ça pète, à la mi-mai Jacques Auxiette rappelle son petit monde en France-de-la-Loire. Sauf les salaires locaux, qui restent sur place à compter les points. Le bureau fermé était formé d'une salariée de la Région attachée territoriale détachée, de deux volontaires du service international et trois Burundais, petites mains nommées juste par un prénom... à la façon du bon vieux temps colonial où le boy n'avait pas plus d'état civil. «L'oncle de Joseph, l'un des membres burundais du bureau, qui s'occupe des sports, a été tué au début des affrontements», confie Jacques Auxiette\*\*. Bujumbura perd donc son ambassade des Ligéries, dont on se demandait bien ce qu'elle foutait là depuis 2008, si ce n'est pour vanter «la diplomatie des peuples et des territoires, ferment de liberté» dans de beaux rapports. Sur le papier, Auxiette et sa petite équipe s'occupent de tout, sport, environnement, santé, agroalimentaire. On rénove des terrains de foot, on construit une fabrique à glace à poiscaille, on forme des gardes forestiers, des toubibs, des infirmières, on essaie de mieux vendre le thé de là-bas. Une trentaine de projets par an. Ces échanges ont aussi permis à un élu\* en vadrouille de sortir les vieux poncifs: «On a beaucoup à apprendre d'eux: malgré toutes leurs difficultés dans leur quotidien, ils conservent leur joie de vivre.» Y a bon Banania, ces gens-là sont si souriants, et la misère est quand même moins pénible au soleil... La délégation des Pays de la Loire a tellement bien appris que, depuis leur séjour en 2013, ses membres sourient tout le temps. La très secrète coalition des sectes ligériennes envisage de copier la méthode. ■

\* François Morin, adjoint au maire, Saint-Clément-de-la-Place (49)

\*\* Presse-Océan, le 14 mai 2015

**C'est par où ?**

## La Loire détournée

La com' est un long fleuve tranquille, y a pas photo. Parfois ça ne coule pas de source. Pour le débat sur la Loire, le site de Nantes métropole arbore une bien belle photo\*, genre carrefour inondé avec panneaux indicateurs au milieu de la flotte. Très joli mais raté: c'est l'Erdre! Pas besoin d'être iconographe patenté, c'est écrit dessus: Sucé-sur-Erdre, Nort-sur-Erdre. On attend un débat sur le Port-Salut.

\* www.nanteslaloireetnous.fr/la-loire

la mairie, un bulletin d'info diffusé par l'opposition et l'irruption lors du conseil municipal d'un collectif dénonçant l'antiromanisme. Pour les tags, «raciste» et «populiste» devant sa maison, il a demandé une force d'interposition des casques bleus. En tous cas, il a porté plainte chez des bleus.

### Bienséance tenante

L'opposition municipale a écrit au préfet pour s'étonner que des particuliers, élus ou pas, puissent improviser un tri sélectif automobile. Pas de réponse.

Depuis le temps que dure le sinistre feuilleton des expulsions

des roms dans l'agglomération, on n'avait pas connu un tel engagement de civils pour défendre la liberté de non-circulation. À l'heure où les pro-aéroport fantasment sur la détermination des paysans FDSEA du Tarn à virer les zadistes à Sivens (lire page 4), il faut s'inspirer des exemples d'Indre, Couëron (petits patrons de la zone des Hauts de Couëron) et Saint-Herblain, où le braves-toyennisme milicien fait barrage aux envahisseurs. Comme dit l'autre, barrage, ô des espoirs, oh yes, sus à l'ennemi... ■

**Romain Duraille**

### Roman fleuve

## La terre aux terriens

FIDÈLE à son slogan à relents (suivez-mon-regard) «Indre aux Indrais», et à sa promesse de «Une famille intégrée, un mobile home fermé, jusqu'à disparition du village», Serge David, élu de justesse, de 92 voix, a «démantelé» le «village de la solidarité» créé par l'ancien maire Jean-Luc Le Drenn, projet d'accueil et d'intégration pour cinq familles roms. Les familles ont été logées en HLM depuis juillet 2014, à Nantes ou à Montaigu, à plus de 50 km. «Quand on voit ce que le village a permis à certaines familles: une de ces femmes, Médalia, s'est lancée dans la vente de plats roumains», note une militante de l'asso Romsis. Que ces familles aient trouvé des logements, c'est pas mal. Mais ce village aurait pu servir à d'autres. Beau gâchis. ■

# La Cité des Trouduc de Bretagne

D'après le classement des classements dressé par Lulu à partir d'un moteur de recherche, Nantes est dans le ventre mou du top 100 des villes à ventre mou.

COMME la com est faite de médailles en chocolat et de gloriole en papier alu, on y a droit régulièrement. Le hit parade de ceci, le palmarès de cela. Le marketing territorial adore ces classements, le marketing tout court aussi. Localement on n'entend parler que de ceux qui servent à rouler des mécaniques. Grâce à un bête moteur de recherche, en tapant « villes les plus », on fait s'écrouler une avalanche de listes récentes. Et croyez-vous que Nantes soit toujours, ou presque, la ville la plus ceci ou cela (placer ici l'adjectif du moment: verte, bon-vivable, numérique *friendly*, rarement tartignole ou nasebroque). Selon le classement TripAdvisor, Nantes est la ville la moins chère pour un week-end à deux (216 euros), devant Toulouse et Lille. Et 3<sup>e</sup> de l'Observatoire du bonheur/CSA publiée par *Le Parisien*. Voilà pour le positif. Moins glamour, pour les villes où l'amende pour défaut de ticket de bus - ou de tram- est la plus forte, Nantes arrive 2<sup>e</sup> ex æquo derrière Lyon (tableau de chasse 20 minutes). Mais le reste? Pour vous reposer un peu, et arrêter de voir les communicants se la péter, Lulu (Merci qui? Merci Lulu) a déniché des palmarès où Nantes est minable, bas de tableau, dans les choux, ou n'a même pas été retenu dans le *top ten*.

**Ni visitée ni hôtel friendly.** Dans le classement des villes les plus visitées, dressé par l'index *Global Destinations Cities*, élaboré par MasterCard, et dominé par Londres bien avant Paris et Dubaï (c'est MasterCard, pas les bons d'achat des restos du cœur) Nantes brille par son absence totale. Il y a pourtant 132 villes évaluées... L'*European Best Destination* émanant du site en ligne basé à Bruxelles accorde son

trophée à Bordeaux, devant Lisbonne et Athènes. Mais pas de Nantes dans les 15 premiers classés. Le top 1000 du *Trivago Reputation Ranking 2015*, qui classe les villes en fonction de la réputation de leurs hôtels, ne retient que trois villes françaises, Toulouse (78<sup>e</sup>), Lyon, Nice, mais rien pour le phare de l'Ouest et la capitale du Voyage à Nantes que tout le monde nous envie, à en croire les gazettes nantaises.

**Ni agréable ni ensoleillée.** La liste des villes les plus agréables du monde, publiée par le magazine londonien *Monocle*: Tokyo, Vienne, Berlin, Copenhague, Zurich mais la moindre trace de Nantes. La liste des villes les plus ensoleillées de France en 2015, établie par le site *L'Internaute* à partir des données des bulletins climatiques de Météo France, livre un classement pour Nantes: la 5954<sup>e</sup> place. Pour le tourisme, on oublie. Mais c'est quand même mieux que Nantes-en-Ratier, un patelin de 477 péquins en Isère, qui se traîne à la 14934<sup>e</sup> place.

**Ni liseuse ni sûre.** Dans le « classement des villes françaises les plus amatrices de lecture » (Bon d'accord c'est fait par Amazon, mais bon), la palme revient à Paris, devant Boulogne-Billancourt et Lyon, mais pas de Nantes dans les dix premières cités. La célèbre société de consulting Mercer a publié son palmarès 2015 des villes les plus chères de la planète, et Nantes n'y est pas, mais alors pas du tout. *The Safe Cities Index 2015* qui établit la liste des villes les plus sûres, Nantes toujours pas ni dans la liste mondiale, ni dans la section Europe. Nantes n'est pas non plus présente dans la liste des villes les plus violentes du monde publiée par le Conseil municipal pour la Justice et la Sécurité publique de Mexico. Nantes n'est

qu'une ville moyenne. Une cité de ventre mou. Sans aucune ambition. Provinciale en fait, malgré les coups de trompettes d'auto-célébration.

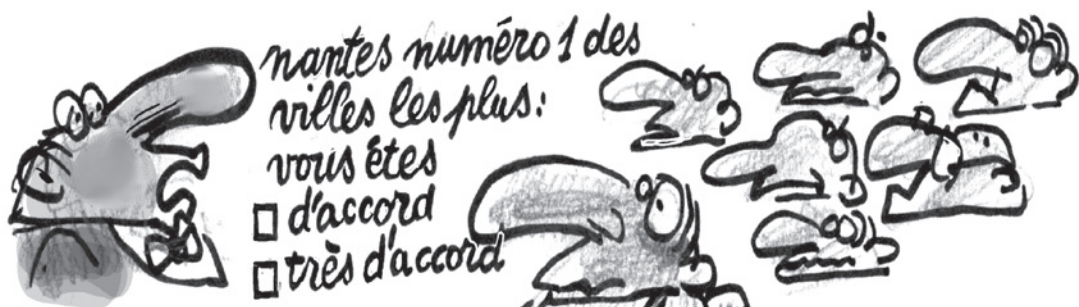
**Ni bankable ni abeurdable.** Dans les villes les plus bankables, autrement dit où il faut investir dans l'immobilier pour toucher le jackpot, selon les données collectées par les notaires, Saint-Etienne, Limoges et Perpignan forment le podium, mais pas de Nantes dans les dix premières villes. Nantes n'est pas dans la liste des dix villes au prix de l'eau le plus bas, dressé par *60 Millions de consommateurs*.

**Vélo, bouchons, petit scores.** Suffit pas d'accueillir des congrès de vélocipédistes, comme Velocity en juin: parmi les villes cyclables classées par le cabinet danois Copenhagenize, Nantes n'est que 7<sup>e</sup>. Selon le palmarès du trafic routier et donc des bouchons dans les grandes villes du monde, publié chaque année par le leader mondial de la navigation TomTom, Nantes n'arrive que 9<sup>e</sup>. La grisaille du milieu de tableau lui va si bien.

**Numérique ta mère.** Suffit pas de se claironner ville numérique, Frenchtech, frennechetruc et tout et tout, la Cité des Ducs se traîne dans les classements. L'*European Smart Cities* retient Montpellier (19<sup>e</sup> et première ville française), Nancy, Poitiers, Clermont-Ferrant, mais pas du tout Nantes. Totalement *out* aussi du top 10 des villes durables émanant de la société d'ingénierie Arcadis, et dominé par Francfort, Londres et Copenhague.

À l'heure de boucler ce journal, Lulu n'a pu se faire communiquer le palmarès des villes les plus expulseuses de Roms. Tous les espoirs sont permis. ■

Jacky Lombo



## Follower power Pays de l'accessoire

UNE vraie déculottée au twitotomètre! Selon le classement établi par le site *eTerritoire.fr*, la Bretagne est la région française la plus suivie sur Twitter avec 36000 « followers » fin juin. Loin devant les Pays de la Loire (6977 suiveurs), péniblement au 14<sup>e</sup> rang, devant le Limousin. Et les Pays Loirins étaient encore 12<sup>e</sup> en octobre dernier... Il fallait faire cesser les sarcasmes des ploucs voisins et combler leur retard. Les Pays de la Loire ont donc lancé un appel d'offre d'un marché de 20 000 à 60 000 euros, dit « Gestion des communautés web ». Une répétition générale

## - 30, - moult! Trentemoult dans les choux

Pour l'attractivité de l'agglomération, c'est un fiasco. Mais pour rester peinard, c'est top. Classé 16<sup>e</sup> sur 22 au concours du « Village préféré des Français » de France 2, le ramassis de maisons à touche-touche de Trentemoult a accueilli la nouvelle avec flegme. Éviter la surinvasion de curieux et touristes, c'est bien, mais peut être que dans le tas, y en avait des sympas. Mais gaffe: « Village préféré », c'est pas « Plus beau village de France », géré par une autre asso. C'est comme les Miss France, on s'y perd. On attend le concours du village le plus moche, et le concours du concours le plus con. ■

avant les élections régionales où les vrais followers seront bien plus utiles. ■

# LATULULULU?

## Soft power

Ouest-France, le 6 mai 2015

C'est paraît-il une boîte pour le bien-être au travail. Ima technologies, centre d'appels téléphoniques à Saint-Herblain, avec baby foot sur la terrasse, « allège la hiérarchie » avec des signes forts: « Le boss a supprimé les signes de pouvoir et de supériorité. Fini le parking réservé ». Ça change tout. Symbole déjà servi par un article d'*Ouest-France* en décembre 2013. La légende, ça se travaille. ■

## Au voleur

Ouest-France, 20 minutes, le 26 mai 2015

Le grand banditisme est sans limite. Un dangereux délinquant menaçant l'équilibre électrique national arrêté en flagrant délit de « vol d'énergie ». Il rechargeait son bigophone portable sur une borne dédiée aux commerçants du marché de Talensac. Le contrevenant téléchargeait peut-être la nouvelle application de Nantes métropole « qui a coûté 490 000 euros à la collectivité »

et « donne la possibilité aux habitants de signaler directement, en quelques secondes, un problème ou un défaut rencontré sur l'espace public (lampadaire en panne, trou dans la chaussée, station Bicloo en panne...). Le gangster de l'énergie voulait signaler que les bornes ne sont pas verrouillées. On ne l'a même pas fichu sous les verrous. ■

## Vrai faux

Ouest-France, le 27 mai 2015

Le titre a été publié texto: « Il se fait passer pour un faux agent EDF ». Attention à tous ceux qui ne se font pas passer pour de vrais agents du gaz. ■

## Fume, c'est du rezéen

Ouest-France, le 10 février 2015

Vi-t-y pas que la toute nouvelle chaufferie biomasse, écolo à donf, ouverte en décembre dernier, crache une saloperie de fumée noire, qui fait pleuvoir poussière sur le terrain de foot synthétique voisin. La chaufferie est donc coupée le week-end. Pour les services techniques de la ville, « ces fumées sont plus gênantes que dangereuses », mais « pourraient être incommodantes, notamment pour les personnes asthmatiques ». Alors qu'un bon arrêté municipal interdisant l'asthme aurait fait l'affaire. ■

## Dagues acérées

Presse-Océan, le 25 juin 2015

Françoise Verchère évoquant l'ancien grand patron de l'administration municipale et de Nantes Métropole « J'ai eu affaire à Benoist Pavageau lorsqu'il était directeur de cabinet de Jean-Marc Ayrault. Je l'appelais "le Florentin", dans les intrigues de cabinet avec des dagues bien acérées. J'ai été stupéfaite qu'il devienne directeur général des services des deux collectivités: Ville et Nantes métropole. C'est quelqu'un de très intelligent, qui considère que le pouvoir doit être circonscrit à une ou deux personnes. Son type de management était contestable, surtout pour quelqu'un de gauche. » Quelque chose à ajouter pour l'hiver? ■

## Veaux croisés

Presse-Océan, le 25 juin 2015

Ça s'est passé à Lezay en Deux-Sèvres: « Vente sélective dans les veaux ordinaires ou non-buveurs ». Il y a donc deux catégories distinctes... C'est le choc et il aura fallu la rubrique agricole pour apprendre la nouvelle: les veaux qu'on croyait apathiques, résignés, pire que des moutons, sont en fait juste déshydratés. Faites boire un veau et il redevient un être ordinaire. Peut-être même un électeur. ■

## Qui ça?

Ont œuvré à ce numéro: Anis Mauresque, Sophie Nasri, Fred Crayon, Jules de chez Smith, Anne Honnie-Mousse, Bill Guest, Warren Bouffé, Nicolas de La Casinière, Bernard Héron, Hurlu Beurlu, Pich.

Directeur de publication: Nicolas de la Casinière. N° ISSN: 1270-4911 - N° CCPAP: 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu.

Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, publiés, redistribués, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur [www.lalettrealulu.com](http://www.lalettrealulu.com)



## Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
.....  
email : .....

chèque à l'ordre de  
La Lutte à Leuleu  
11 rue des Olivettes  
44000 Nantes